



Déclaration de la FSU-SNUipp 93 à la CAPD du 29 janvier 2024

Monsieur le Directeur Académique,
Mesdames et Messieurs les membres de la CAPD,

La FSU-SNUipp vous présente ses meilleurs vœux pour l'année 2024. Nous souhaitons que l'année 2024 soit celle d'un dialogue social ouvert, riche et constructif, au service de l'École et de ses personnels. Une nouvelle année que nous espérons aussi placée sous le signe de la bienveillance, du respect et de réelles améliorations de nos conditions de travail.

De ce point de vue, on peut dire qu'au niveau national, l'année a très mal commencé.

En effet, après seulement cinq mois passés au ministère de l'Éducation nationale, Gabriel Attal a été nommé Premier ministre. Gabriel Attal n'a pas été un ministre de l'Éducation Nationale mais un ministre de l'opinion publique. La communication à tout va aura été sa ligne de conduite à rebours du dialogue social : il ne suffit pas d'organiser des réunions pour que celui-ci ait lieu. L'échange de points de vue, la prise en compte des arguments développés par les représentants et représentantes des personnels nécessitent du temps.

Les premiers pas de la nouvelle Ministre de l'Éducation Nationale n'augurent rien de bon. Amélie Oudéa-Castéra lui succède rue de Grenelle dans un ministère aux attributions pléthoriques. Le regroupement de l'Éducation nationale, de la jeunesse, des sports, des jeux olympiques et paralympiques montre une mise sous tutelle de l'éducation. De fait, les décisions qui concernent l'École et ses personnels seront en réalité prises à Matignon et à l'Élysée. Cela résonne comme du mépris pour les personnels. Et que dire de l'entrée en matière de notre nouvelle ministre ? Ses propos pour expliquer la scolarisation de ses enfants dans l'établissement privé Stanislas ont suscité de vives réactions chez nos collègues, comme dans l'ensemble de la société. Mensonges, dénigrement de l'école publique, refus de présenter des excuses, Mme Oudéa-Castéra s'embourbe et la défiance des personnels grandit. Ces propos sont d'une très grande violence pour les personnels qui s'épuisent, par conscience professionnelle, à faire vivre l'École publique au quotidien, malgré des moyens très insuffisants. Ces déclarations calamiteuses ont au moins permis de remettre à l'agenda médiatique le nécessaire débat sur la ségrégation scolaire pratiquée par l'enseignement privé et son financement. Pour la FSU-SNUipp, la mixité scolaire est une

nécessité, et la situation actuelle qui voit l'argent public financer des établissements privés facteurs de séparatisme scolaire doit changer. Mme Oudéa-Castéra juge intolérables les problèmes de remplacement ? Les organisations syndicales ne cessent d'alerter sur ce sujet. Il faut des moyens pour lutter contre le non remplacement : créer des postes, recruter des personnels. Lors de la 1^{ère} rencontre avec la FSU, la Ministre n'a pris aucun engagement dans ce domaine.

Lors de son intervention télévisée du 16 janvier dernier, le Président Macron a annoncé la mise en place du port de l'uniforme dans 100 établissements scolaires à la rentrée 2025, en vue d'une potentielle généralisation à la rentrée 2026. Depuis, une carte des communes volontaires a été publiée. Huit écoles de trois villes de Seine-Saint-Denis sont concernées à la grande surprise des parents et des enseignant-es concerné-es. Cela a fuité dans la presse sans que la communauté éducative n'en soit informée. Mais où ces 3 communes vont-elles trouver l'argent pour financer ces tenues ? Elles feraient mieux d'investir ces sommes dans le budget scolaire alloué aux écoles. Cette expérimentation permet de flatter les franges réactionnaires et conservatrices mais, comme l'a démontré largement la recherche, elle ne permettra pas de résorber les inégalités.

La CAPD d'aujourd'hui doit examiner les recours concernant les rendez-vous de carrière. Nous constatons que peu de collègues portent un recours devant la CAPD. Pour la FSU-SNUipp, ce faible nombre ne doit pas être interprété comme le signe que les collègues sont tous et toutes satisfait.es. Nous le lisons plutôt comme un manque de lisibilité dans les processus d'évaluations et de confiance dans les démarches de recours. Il faut dire que les faits ne leur donnent pas tort puisque les révisions à l'issue de la CAPD sont très rares. Le fait que l'évaluation soit liée à un nombre contraint de promotions accélérées fausse les objectifs de ces rendez-vous de carrière.

La modification des règles d'accession à la classe exceptionnelle ne va pas non plus restaurer la confiance. Malgré un vote unanimement contre des organisations syndicales en CSA-MEN, le ministère n'a pas modifié son projet. Le nouveau système renforce l'arbitraire de l'autorité hiérarchique, sans transparence et lisibilité pour les collègues, et sans possibilité de contestation. Cela est inacceptable. Il s'agit d'une promotion octroyée par le « fait du prince » : aucune équité, aucun barème, aucune transparence et aucune contestation possible. La FSU-SNUipp demande un tout autre système fondé sur un barème, permettant une réelle projection de déroulé de carrière dans la classe exceptionnelle, comme le ministère s'y était engagé en avril dernier. Les déclarations du

président de la République, en conférence de presse, sur la rémunération dite au mérite des fonctionnaires montrent bien la confirmation de ce choix d'avancement, aux effets délétères dans la Fonction Publique.

Enfin, nous voulons redire la lassitude et la colère des personnels devant les déclarations incessantes du président et des ministres successifs, qui tournent le dos aux besoins de l'Ecole. Les annonces dans le cadre du « Choc des savoirs » ne répondent pas à la dégradation sans précédent des conditions de travail des personnels pour qui un point de rupture est atteint comme en témoignent les 102 alertes sociales déposées par la FSU-SNUipp dans les tous les départements. Le gouvernement veut tout au contraire soumettre les enseignant.es à des injonctions pédagogiques fortes et rétrogrades, la grille d'auto-positionnement pour la visite dans les classes de CP s'inscrit dans cette droite ligne, les considérant non comme des professionnel.les expert.es mais comme de simples exécutant.es. Les résultats de l'enquête PISA pointent que le système éducatif français est avant tout très inégalitaire. La réussite scolaire des élèves y est plus qu'ailleurs corrélée à l'origine socio-économique des élèves. Ces mesures confortent une école du tri social, prétendant affronter les défis de l'avenir avec des recettes du passé. Pour rendre compte de la réalité du quotidien des écoles, la FSU-SNUipp a lancé une plateforme d'alerte. Ce sont déjà près de 100 témoignages qui montrent les difficultés rencontrées par nos collègues pour remplir leurs missions sans en avoir les moyens. Face à cela, la FSU-SNUipp continue de porter un projet émancipateur pour l'école qui permette à tous les élèves de réussir et de revendiquer des moyens pour que les personnels puissent exercer leur métier sereinement. Dans ce cadre et avec d'autres organisations syndicales, elle appelle la profession à se mobiliser par la grève le 1^{er} février.

Pour finir, nous souhaitons revenir sur les évènements graves et inadmissibles survenus à la sortie de la formation spécialisée de vendredi 26 janvier. Les représentant-es du personnel de la FSU 93 ont été violemment pris-es à parti devant la DSDEN. Nous demandons que leur protection soit assurée et que la protection fonctionnelle leur soit accordée.

Nous vous remercions de votre attention.